

1<sup>er</sup> septembre 2022

(22-6562)

Page: 1/9

**Comité des subventions et des  
mesures compensatoires**

Original: espagnol

## **SUBVENTIONS**

NOUVELLE NOTIFICATION COMPLÈTE AU TITRE DE L'ARTICLE XVI:1  
DU GATT DE 1994 ET DE L'ARTICLE 25 DE L'ACCORD SUR LES  
SUBVENTIONS ET LES MESURES COMPENSATOIRES

NOTIFICATION FINALE EN MATIÈRE DE TRANSPARENCE (POUR 2015) CONFORMÉMENT  
AUX PROCÉDURES ÉNONCÉES DANS LA DÉCISION DU CONSEIL GÉNÉRAL  
REPRODUITE DANS LE DOCUMENT WT/L/691 CONCERNANT  
LES PROROGATIONS, AU TITRE DE L'ARTICLE 27.4 DE  
L'ACCORD SUR LES SUBVENTIONS ET LES MESURES  
COMPENSATOIRES, DE LA PÉRIODE DE  
TRANSITION POUR L'ÉLIMINATION  
DES SUBVENTIONS  
À L'EXPORTATION

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

La communication ci-après, datée du 25 juillet 2022 et reçue le 31 août 2022, est distribuée à la demande de la délégation de la République dominicaine.

---

Suivant le modèle de questionnaire contenu dans le document G/SCM/6, élaboré et adopté par le Comité des subventions et des mesures compensatoires, la République dominicaine notifie ce qui suit:

**1. Titre du programme de subventions, s'il y a lieu, ou brève description ou désignation de la subvention**

La Loi n° 8-90, qui "encourage à créer des zones franches et favorise la croissance de celles qui existent". En vertu de cette loi est établi un programme d'exonération fiscale visant les entreprises manufacturières de biens ou fournissant des services qui sont implantées dans des zones géographiques dénommées "zones franches".

**2. Période sur laquelle porte la notification**

La présente notification porte sur la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2021.

**3. Objectif général et/ou objet de la subvention**

Ce programme vise, entre autres, les objectifs suivants: création d'emplois, formation de main-d'œuvre, promotion de programmes de responsabilité sociale, promotion de l'équilibre de la balance des paiements (génération de recettes en devises) et mise en place de programmes régionaux de développement économique et social.

**4. Fondement et législation (y compris l'indication des dispositions légales en vertu desquelles la subvention est accordée)**

Ce programme a pour objet d'assurer une formation, de favoriser le transfert de technologie, d'attirer des investissements, locaux et étrangers, de créer des emplois en divers points du territoire national et, notamment, dans les zones économiquement défavorisées, comme celles qui bordent la frontière avec Haïti. Il a été établi en vertu de la Loi n° 8-90 du 15 janvier 1990.

**5. Forme de la subvention (don, prêt, avantage fiscal, etc.)**

Les entreprises qui fabriquent des biens ou fournissent des services, dont le fonctionnement est régi par la Loi n° 8-90, sont exonérées de l'impôt sur les bénéfices et du paiement de droits de douane à l'importation et à l'exportation des matières premières, des machines et du matériel qu'elles utilisent pour produire ces biens. En résumé, la subvention prend la forme d'une exonération fiscale.

**6. À qui et comment la subvention est accordée (indiquer si elle est accordée aux producteurs, aux exportateurs ou à d'autres personnes; par quel mécanisme; dans ce dernier cas, indiquer comment elle est déterminée)**

Ce programme exonère de l'impôt et des droits spécifiés au point 5 du présent questionnaire les personnes physiques ou morales visées par le régime de zones franches établi en vertu de la Loi n° 8-90.

**7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant annuel budgétisé de la subvention (avec indication, si possible, du montant unitaire moyen de la subvention de l'année précédente). Dans les cas où il n'est pas possible de fournir des renseignements sur le montant unitaire de la subvention (pour l'année précédente, ou pour les deux), donner une explication circonstanciée**

La Loi n° 8-90 ne prévoit pas de contrôle, par unité ou globalement, des opérations manufacturières réalisées dans les zones franches par les entreprises bénéficiant du régime de zone franche, qui permette d'évaluer le coût que représente pour le Trésor dominicain le fait d'attirer des investissements privés en vue de créer des sources d'emplois.

**8. Durée de la subvention et/ou tout autre délai en rapport avec cette subvention, y compris la date de son institution/de sa mise en application**

Il est délivré aux entreprises se prévalant des avantages qu'accorde la Loi n° 8-90 une licence d'exploitation en zone franche dont la durée de validité maximale est normalement de 20 ans dans la zone frontalière avec Haïti et de 15 ans dans le reste du pays. À l'échéance, les bénéficiaires peuvent demander le renouvellement de cette licence.

**9. Renseignements relatifs au paragraphe 2 a) de la Décision du Conseil général WT/L/691**

Afin de se conformer fidèlement aux alinéas e) et f) du paragraphe 1 de la Décision du Conseil général WT/L/691, notre pays a conclu son plan d'action et a supprimé les subventions à l'exportation. En témoignent le fait que la Loi n° 139-11 du 24 juin 2011 porte modification de l'article 17 de la Loi n° 8-90 concernant les prescriptions de résultats à l'exportation afin que les entreprises visées par ce programme puissent commercialiser leurs biens et leurs services sur le marché intérieur sans être assujetties à des limites quantitatives et sans être obligées d'utiliser des matières premières d'origine nationale plutôt que des matières premières importées.

**10. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce. La nature spécifique de ces données et le cadre statistique sont laissés à l'appréciation du Membre auteur de la notification. Cependant, dans la mesure du possible, et pour autant que cela sera pertinent et/ou déterminable, il est souhaitable que ces renseignements comprennent des statistiques de la production, de la consommation, des importations et des exportations du (des) produit(s) ou du (des) secteur(s) subventionné(s):**

- a. pour les trois années les plus récentes pour lesquelles il existe des statistiques;**
- b. pour une année représentative antérieure qui, autant que possible, et si cette période est caractéristique, devrait être l'année précédant immédiatement l'institution de la subvention ou la dernière modification importante de cette mesure.**

# ÉVOLUTION DES PRINCIPALES VARIABLES CONCERNANT LES ZONES FRANCHES

2002-2021

Années	Parcs industriels en activité	Entreprises	Emplois	Exportations (millions d'USD)	Investissement cumulé total (millions d'USD)	Dépenses locales (millions d'USD)	Salaire hebdomadaire moyen (\$RD)		Extension des bâtiments industriels en service (P2)
							Ouvriers	Techniciens	
2002	53	520	170 833	4 317,30	1 215,20	886,50	786,56	1 671,53	21 923 764,00
2003	54	531	173 367	4 406,80	1 329,60	810,80	961,34	2 010,79	22 066 221,00
2004	58	569	189 853	4 685,20	1 690,20	863,40	1 131,25	2 539,82	24 332 619,00
2005	57	556	154 781	4 749,70	1 989,60	1 005,40	1 347,09	2 702,67	24 540 452,80
2006	56	555	148 411	4 678,60	2 471,70	973,70	1 465,19	3 009,97	26 338 045,10
2007	53	526	128 002	4 525,20	2 457,30	1 010,90	1 480,37	3 127,22	24 609 122,90
2008	48	525	124 517	4 354,10	2 611,20	954,30	1 652,80	3 533,22	25 299 744,60
2009	47	553	112 618	3 793,50	2 738,10	959,00	1 819,00	3 689,56	29 037 744,60
2010	48	555	121 001	4 194,40	2 881,60	1 123,10	1 829,03	3 841,64	29 268 270,40
2011	51	578	125 117	4 767,10	2 913,70	1 163,50	1 967,15	3 892,63	30 067 075,70
2012	53	584	134 226	4 918,90	3 133,90	1 298,20	2 175,88	4 204,14	30 385 854,60
2013	55	602	144 383	4 976,40	3 442,80	1 326,00	2 352,49	4 483,04	33 804 830,40
2014	60	614	153 342	5 261,70	3 794,90	1 368,10	2 508,76	4 773,39	34 899 477,30
2015	65	630	161 257	5 423,60	4 043,10	1 434,50	2 536,18	4 850,50	35 869 810,40
2016	68	645	163 147	5 503,90	4 326,80	1 457,90	2 659,03	5 148,21	36 958 201,70
2017	71	665	165 724	5 709,60	4 473,10	1 482,70	2 798,37	5 302,91	37 283 897,40
2018	74	673	171 726	6 035,20	4 977,80	1 621,40	3 003,60	5 921,50	39 545 337,90
2019	75	695	176 555	6 249,50	5 107,00	1 694,60	3 232,90	6 092,60	40 655 189,20
2020	75	692	168 200	5 894,50	5 189,00	1 580,30	3 298,67	6 199,65	41 081 319,50
2021*	79	734	183 232	7 179,60	5 903,10	1 944,10	3 646,83	6 388,53	42 452 389,50
<b>Croissance % 2020-2021</b>	<b>5,3</b>	<b>6,1</b>	<b>8,9</b>	<b>21,8</b>	<b>13,8</b>	<b>23,0</b>	<b>10,6</b>	<b>3,0</b>	<b>3,3</b>

Source (pour les exportations et les dépenses locales): Banque centrale de la République dominicaine.

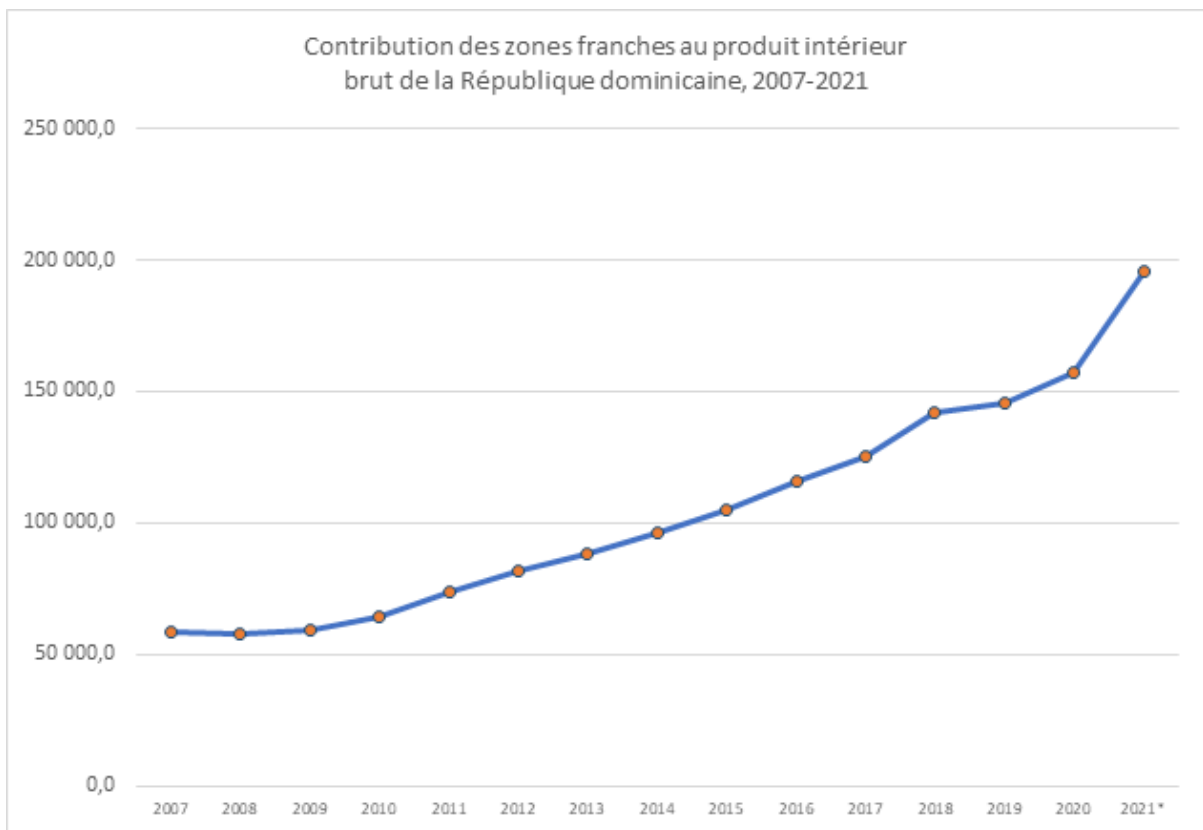
\* Chiffres préliminaires pour les exportations et les dépenses locales.

# CONTRIBUTION DES ZONES FRANCHES AU PIB DE LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, 2007-2021

(MILLIONS DE DOP)

Années	PIB	Zones franches	Contribution (%)
2007	1 458 416,50	58 296,40	4,0
2008	1 661 642,70	57 838,60	3,5
2009	1 736 041,10	59 002,20	3,4
2010	1 983 201,70	64 621,30	3,3
2011	2 210 213,90	73 420,60	3,3
2012	2 386 016,20	81 678,10	3,4
2013	2 619 769,70	88 554,80	3,4
2014	2 925 665,10	96 492,51	3,3
2015	3 205 655,14	105 116,65	3,3
2016	3 487 292,51	116 137,07	3,3
2017	3 802 655,77	125 039,12	3,3
2018	4 235 846,77	141 858,66	3,3
2019	4 562 235,08	145 663,56	3,2
2020	4 456 657,38	157 214,95	3,5
2021*	5 392 714,10	195 678,18	3,6

Source: Banque centrale de la République dominicaine.



## EXPORTATIONS DES ZONES FRANCHES PAR ACTIVITÉ PRINCIPALE, 2012-2021

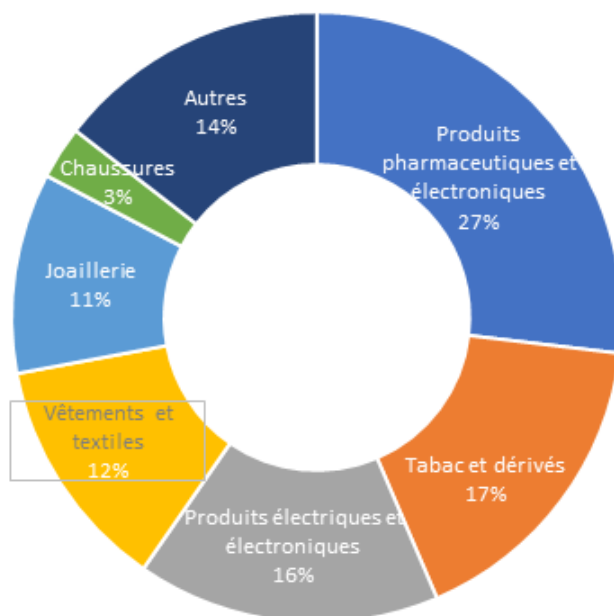
(MILLIONS DE \$EU)

Activité	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021*	Part en %	Variation relative 2020/21
Produits médicaux et pharmaceutiques	1 213,20	1 230,50	1 274,20	1 361,10	1 497,00	1 487,10	1 556,50	1 660,10	1 810,40	1 929,30	26,9	6,6
Tabac et dérivés	475,90	531,60	586,90	660,30	695,90	798,40	823,50	885,40	897,20	1 198,50	16,7	33,6
Produits électriques et électroniques	638,80	658,20	752,80	707,30	750,60	883,10	1 017,90	1 067,30	1 105,40	1 153,40	16,1	4,3
Vêtements et textiles	1 222,80	1 219,10	1 241,90	1 247,90	1 102,80	1 095,90	1 094,60	1 037,70	689,40	892,70	12,4	29,5
Joannerie	405,30	315,60	283,70	369,90	407,00	422,20	490,60	530,50	429,20	762,80	10,6	77,7
Chaussures	406,50	422,20	449,50	443,00	424,70	386,80	303,50	279,70	202,20	201,40	2,8	-0,4
Autres	556,40	599,20	672,70	634,10	625,90	636,10	748,60	788,80	760,70	1 041,50	14,5	36,9
<b>Total</b>	<b>4 918,90</b>	<b>4 976,40</b>	<b>5 261,70</b>	<b>5 423,60</b>	<b>5 503,90</b>	<b>5 709,60</b>	<b>6 035,20</b>	<b>6 249,50</b>	<b>5 894,50</b>	<b>7 179,60</b>	<b>100</b>	<b>21,8</b>

Source: Banque centrale de la République dominicaine.

\* Chiffres préliminaires.

**EXPORTATIONS DES ZONES FRANCHES PAR ACTIVITÉ PRINCIPALE  
2021**



## COMPARAISON ENTRE LES EXPORTATIONS NATIONALES ET LES EXPORTATIONS DES ZONES FRANCHES, 2002-2021

(MILLIONS D'USD)

Années	Exportations nationales	Variation relative	Exportations des zones franches	Variation relative	Exportations totales	Exportations des zones franches/ exportations totales (%)
2002	847,70	---	4 317,30	---	5 165,00	83,6
2003	1 064,00	25,5	4 406,80	2,1	5 470,80	80,6
2004	1 250,70	17,5	4 685,20	6,3	5 935,90	78,9
2005	1 395,10	11,5	4 749,70	1,4	6 144,80	77,3
2006	1 931,40	38,4	4 678,60	-1,5	6 610,00	70,8
2007	2 635,10	36,4	4 525,20	-3,3	7 160,30	63,2
2008	2 393,90	-9,2	4 354,10	-3,8	6 748,00	64,5
2009	1 689,30	-29,4	3 793,50	-12,9	5 482,80	69,2
2010	2 621,60	55,2	4 194,40	10,6	6 816,00	61,5
2011	3 594,80	37,1	4 767,10	13,7	8 361,90	57,0
2012	4 016,60	11,7	4 918,90	3,2	8 935,50	55,0
2013	4 448,00	10,7	4 976,40	1,2	9 424,40	52,8
2014	4 637,20	4,3	5 261,70	5,7	9 898,90	53,2
2015	4 018,20	-13,3	5 423,60	3,1	9 441,80	57,4
2016	4 335,70	7,9	5 503,90	1,5	9 839,60	55,9
2017	4 425,00	2,1	5 709,60	3,7	10 134,60	56,3
2018	4 602,90	4,0	6 035,20	5,7	10 638,10	56,7
2019	4 943,20	7,4	6 249,50	3,6	11 192,70	55,8
2020	4 407,40	-10,8	5 894,50	-5,7	10 301,90	57,2
2021*	5 282,40	19,9	7 179,60	21,8	12 462,00	57,6

Source: Banque centrale de la République dominicaine.

\* Chiffres préliminaires.



COMPARAISON ENTRE LES EXPORTATIONS NATIONALES  
ET LES EXPORTATIONS DES ZONES FRANCHES

